

La Turquie au cœur des négociations inter-palestiniennes.

mercredi 20 juillet 2011, par [Victoria Lavenue](#)

La Turquie a reçu la visite mardi 21 juin 2011 du leader du Fatah, Mr Mahmoud Abbas, et du chef de la branche politique du Hamas, Mr Khaled Mechaal. Les deux hommes sont venus s'entretenir avec les représentants de la diplomatie turque des moyens de parvenir à une entente entre les différentes factions palestiniennes.

En effet, bien qu'un accord de réconciliation inter palestinien ait été signé au Caire le 3 mai 2011, mettant fin à un conflit qui durait depuis plus de quatre ans et qui avait vu la division de facto des territoires palestiniens, le Hamas contrôlant la bande de Gaza et le Fatah dirigeant la Cisjordanie, tous les désaccords n'ont pas été enterrés, et à ce jour, l'entente est encore loin d'être parfaite. L'accord signé en mai prévoyait la constitution d'un gouvernement d'union en vue de la tenue d'élections simultanées à Gaza et en Cisjordanie d'ici un an, et c'est dans cet objectif qu'une première réunion s'est tenue au Caire le 4 juin 2011. Une seconde devait avoir lieu le 21 juin pour rendre publics les résultats de la concertation et annoncer la composition du nouveau gouvernement, mais celle-ci s'est vue reportée, selon Mr Azzam Al-Ahmad, responsable du dossier de la réconciliation avec le Hamas au sein du Fatah, afin de « garantir la meilleure atmosphère possible pour le succès de la mise en œuvre de l'accord de réconciliation » Dans les faits, il semblerait que les deux factions ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la désignation d'un Premier Ministre. Les représentants du Hamas refusent en effet le candidat proposé par le Fatah, Salam Fayyad, l'actuel premier ministre de M. Abbas, estimant que la personnalité de celui-ci est trop liée à la période de la désunion. Cette incapacité à se mettre d'accord sur un Premier Ministre, à trouver une personne susceptible de faire consensus, si elle ne marque pas l'échec de la réconciliation inter palestinienne, constitue néanmoins un sérieux obstacle à l'accomplissement des objectifs communs du Hamas et du Fatah.

C'est dans ce contexte extrêmement tendu que la Turquie intervient et cherche à s'imposer comme médiatrice aux côtés de l'Égypte, pour aider les deux factions palestiniennes à parvenir à un accord. Les dirigeants turcs se sont successivement entretenus avec les deux leaders palestiniens des meilleurs moyens de parvenir à une entente ; ainsi Khaled Mechaal, arrivé mardi 21 juin à Istanbul a rencontré le Ministre des Affaires Étrangères Ahmet Davutoğlu et des responsables du ministère sur la question palestinienne, tandis que Mahmoud Abbas, présent à Ankara pour une période de quatre jours, a discuté avec le Président Abdullah Gül, le Premier Ministre Recep Tayyip Erdoğan et le chef de la diplomatie Ahmet Davutoğlu. Ces entretiens ont eut lieu de manière séparée, et bien que leurs visites coïncident, il semble qu'aucune rencontre n'ait été prévue entre les deux hommes.

La visite des deux dirigeants palestiniens pose la question du rôle qu'entend jouer la Turquie dans le processus de réconciliation palestinienne, et plus largement, de la place qu'elle espère occuper au sein de la diplomatie régionale. Pour y répondre, il est nécessaire de revenir sur les mutations qu'a connues la politique étrangère turque ces dernières années et particulièrement depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002 et l'intervention sur la scène politique turque d'Ahmet Davutoğlu. Universitaire spécialiste en relations internationales, Ahmet Davutoğlu s'est d'abord fait connaître en tant que conseiller diplomatique du Ministre des Affaires Étrangères Abdullah Gül, puis après l'élection de celui-ci à la présidence en 2007, du Premier Ministre Erdoğan . Devenu Ministre des Affaires Étrangères en 2009, il a indéniablement donné une nouvelle impulsion à la politique étrangère turque en développant une diplomatie « tous azimuts », « innovante » selon les termes du politologue Ali Kazancigil. L'approche diplomatique d'Ahmet Davutoğlu, qu'il a d'ailleurs largement théorisée dans son ouvrage *La profondeur stratégique*, confère un rôle ambitieux à la Turquie, appelée à devenir un pôle de stabilité régionale, voire selon certains

observateurs, la première puissance de la région. C'est dans cette optique de stabilité que Ahmet Davutoğlu conduit sa politique, basée sur les principes de « zéro problème avec nos voisins » et de « soft power ». Concrètement, cette politique s'est manifestée ces dernières années par une volonté de rapprochement avec les pays voisins, que ce soit par des accords purement commerciaux ou par des échanges politiques. On a ainsi vu la Turquie se « redéployer » au Moyen Orient, et endosser un rôle plus actif dans la région. La première étape a consisté à normaliser ses relations avec les pays voisins ; elle a ainsi resserré les liens avec l'Iran, l'Irak et la Syrie avec lesquels couvaient pourtant des tensions latentes depuis de nombreuses années ; elle a également amélioré ses relations économiques, politiques et diplomatiques avec la plupart des États arabes et musulmans. Elle a enfin marqué son appartenance à la région en assumant le secrétariat de l'Organisation de la Conférence Islamique et en participant à des conférences de la Ligue des États Arabes. Plus qu'une simple pacification ou stabilisation de ses relations diplomatiques, la Turquie a également cherché à endosser un rôle de médiateur, et indirectement à s'imposer comme une véritable autorité régionale ; en 2008, elle est notamment intervenue dans les conversations diplomatiques secrètes entre Tel Aviv et Damas, et s'est proposée pour faire de même entre Washington et Téhéran.

L'intervention de la Turquie au sein des négociations inter-palestiniennes semble donc s'inscrire dans cette logique de redéfinition de la politique étrangère turque et témoigne de son ambition diplomatique.. Mais Ankara n'a pas encore fait la preuve de l'efficacité réelle de sa diplomatie. Sa médiation entre la Syrie et Israël en 2008 n'a pas donné de résultats, et on ignore encore tout des résultats de son intervention entre le Hamas et le Fatah. Si la Turquie peut aujourd'hui être perçue comme une puissance régionale qui s'affirme, elle doit donc encore faire ses preuves et montrer qu'elle a les capacités qui correspondent à ses ambitions diplomatiques.

Sources

Article original publié le vendredi 1^{er} juillet 2011 sur le site de l'OVIPoT sous le titre : [La Turquie au cœur des négociations inter-palestiniennes.](#)